

RAPPORT D'ÉTAPE

MARS 2017



Canadian Access
and Inclusion Project

Projet canadien sur
l'accès et l'inclusion

Une initiative de LM Canada

Canadian Access and Inclusion Project  Projet canadien sur l'accès et l'inclusion

Une initiative dirigée par :



Spinal Cord
Injury Canada

Lésions
Médullaires
Canada

Rapport d'étape – mars 2017 1

Le saviez-vous?

32 organisations ont établi un partenariat avec le Projet canadien sur l'accès et l'inclusion pour contribuer à rendre le Canada plus accessible

62 consultations sur l'accès et l'inclusion ont eu lieu partout au pays

10 ateliers ont eu lieu au sein des communautés des Premières Nations

660 personnes ont participé aux consultations et aux ateliers

Projet canadien sur l'accès et l'inclusion (PCAI) Rapport de l'an 1

Présenté par : Lésions médullaires Canada
Préparé par : L'équipe de direction du PCAI avec la participation des partenaires du Conseil de projet du PCAI
Rapport présenté le : 17 mars 2017
Organisme-ressource : Lésions médullaires Canada
À l'attention de : Bill Adair, directeur général,
720, chemin Belfast, bureau 104, Ottawa
(Ontario), Canada, K1G 0Z5 (416) 200-5814
bill@sci-can.ca



Canadian Access and Inclusion Project  Projet canadien sur l'accès et l'inclusion

Appuyé par :

Canada 

TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE.....	4
Le handicap, l'accessibilité et l'inclusion au Canada.....	4
Un nouvel engagement de la part du gouvernement du Canada	4
La formation du PCAI	5
La structure du PCAI	6
La philosophie du PCAI.....	6
Les objectifs du PCAI	6
Les principes du PCAI.....	7
L'échéancier des activités du PCAI	7
Les méthodes de consultation du PCAI.....	8
Les modalités des consultations du PCAI	9
L'analyse des consultations du PCAI.....	9
RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	10
Aperçu des résultats.....	10
Les consultations des organisations partenaires du PCAI en détail.....	12
Les consultations des organisations partenaires du PCAI	12
Ateliers du PCAI dans les communautés des Premières Nations	24
Consultations du PCAI auprès des jeunes	27
Données sur le sondage en ligne du PCAI.....	29
RÉSULTATS ADDITIONNELS.....	38
OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES	39
COLLABORATION CONTINUE	40
PROCHAINES ÉTAPES.....	41
ANNEXE I : LES MEMBRES DU PCAI	42

ANNEXE II : Record of All CAIP Consultation Input..... Available online at include-me.ca due to volume

ANNEXE III : Responses Per CAIP Partner Consultations..... Available online at include-me.ca due to volume

« J'ai hâte que les Canadiens nous fassent part de leurs idées pour nous aider à améliorer la façon dont nous abordons les enjeux liés à l'accessibilité. Cela représente un grand pas en avant pour nous aider à veiller à ce que nos collectivités deviennent plus inclusives pour tous les Canadiens. Notre objectif a toujours été de faire les choses autrement et de veiller à ce que les Canadiens soient consultés au sujet des questions qui les touchent. Les commentaires que nous recueillerons au cours de ce processus nous guideront dans l'élaboration de la nouvelle loi. »

– L'honorable Carla Qualtrough, ministre des Sports et des Personnes handicapées

CONTEXTE

LE HANDICAP, L'ACCESSIBILITÉ ET L'INCLUSION AU CANADA

Les personnes handicapées constituent une proportion importante et croissante de la population canadienne. Selon l'Enquête canadienne sur l'incapacité de 2012 menée par Statistique Canada :

- On estime que 3,8 millions d'adultes (15 ans et plus) canadiens, soit 13,7 % de la population adulte, ont une incapacité
- 2,3 millions de Canadiens en âge de travailler (15 à 64 ans) ont une incapacité
- De plus, de nombreux adultes âgés ne se considèrent pas nécessairement comme ayant une incapacité, mais font face à bon nombre de difficultés éprouvées par les Canadiens handicapés
- Les types les plus courants d'incapacité sont la douleur (9,7 %), la flexibilité (7,6 %) et la mobilité (7,2 %)
- Trois sur quatre adultes canadiens handicapés ont plus d'un type d'incapacité
- 81,3 % des Canadiens handicapés adultes utilisent des aides et des dispositifs d'assistance
- Les Canadiens handicapés adultes ont des niveaux considérablement plus bas de scolarité, d'emploi et de revenu que les Canadiens non handicapés

Il y a un lien clair et direct entre l'accessibilité et l'inclusion dans une société et sa capacité de fournir aux personnes handicapées des occasions d'éducation, d'emploi, de revenu, de qualité de vie et de bien-être général à des niveaux correspondant à ceux dont bénéficient les personnes non handicapées. Par ailleurs, l'accessibilité et l'inclusion sont réalisées grâce à l'élimination des obstacles qui empêchent les personnes handicapées de se prévaloir des possibilités offertes aux personnes non handicapées.

Les obstacles empruntent plusieurs formes. De nombreux obstacles sont physiques — par exemple, le transport en commun, les immeubles, les installations et les entreprises qui n'ont pas d'accès de base pour les personnes handicapées. Les obstacles peuvent aussi prendre la forme d'attitudes, comme des impressions erronées sur les capacités des travailleurs handicapés ou des programmes de soutien du revenu qui découragent les personnes handicapées de rechercher les possibilités d'éducation et d'emploi. D'autres obstacles peuvent se manifester par l'absence de connaissances ou d'expertise sur les handicaps (informationnels) et par le défaut par les institutions et les organisations de tenir convenablement compte des handicaps (systémiques).

Dans de nombreux pays et territoires dans le monde, les gouvernements ont reconnu le rôle essentiel qu'ils peuvent jouer pour éliminer ces obstacles grâce à l'adoption de lois de promotion de l'accessibilité et de l'inclusion. En constitue peut-être l'exemple le plus connu la loi américaine intitulée Americans with Disabilities Act (ADA), soit la loi américaine d'avant-garde adoptée en 1990 et interdisant la discrimination fondée sur le handicap. Des lois analogues existent dans de nombreux pays d'Europe, notamment la France et les pays scandinaves. Ici au Canada, même si les personnes handicapées bénéficient depuis longtemps de la Charte canadienne des droits et libertés fondamentale adoptée en 1982, de même que de plusieurs lois provinciales très spécifiques, nous n'avons pas de loi fédérale sur le handicap qui s'applique dans tout le pays et qui vise à éliminer les obstacles à la participation.

UN NOUVEL ENGAGEMENT DE LA PART DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Au cours des dernières élections fédérales, le Très honorable Justin Trudeau et les Libéraux fédéraux ont fait cette promesse : « Pour aplanir les obstacles et assurer l'égalité des chances pour tous les Canadiens qui vivent avec un handicap, nous consulterons les provinces, les territoires et d'autres

intervenants pour déposer une loi nationale sur les handicaps ». Après avoir été porté au pouvoir, le premier ministre Trudeau a remis une lettre de mandat à la nouvelle ministre des Sports et des personnes handicapées, soit l'honorable Carla Qualtrough, dans laquelle il a énuméré les priorités du Ministère. On retrouvait dans le haut de la liste « Diriger le processus de mobilisation avec les provinces, les territoires, les municipalités et les intervenants, qui mènera à l'adoption d'une loi sur les personnes handicapées ». Il faut souligner que depuis que cette lettre a été rédigée, le gouvernement a commencé à utiliser l'expression « Nouvelle loi fédérale sur l'accessibilité » plutôt que l'expression « loi sur les personnes handicapées ».

En 2016, la ministre Qualtrough a entamé le processus de consultation des Canadiens handicapés. Cette approche comporte plusieurs volets :

- La ministre des Sports et des Personnes handicapées a entamé ses propres consultations pancanadiennes auprès de particuliers et d'organisations invités à fournir des commentaires, de juillet 2016 à février 2017, au moyen d'un questionnaire en ligne, de séances publiques en personne et d'un forum national des jeunes.
- La ministre des Sports et des Personnes handicapées a invité les propositions des organismes de défense des personnes handicapées et des regroupements de tels organismes pour qu'ils mènent leurs propres consultations parmi leurs membres expressément en vue d'atteindre le plus vaste éventail possible de personnes handicapées et de créer une collaboration touchant plusieurs handicaps qui se perpétue bien après les consultations.

LA FORMATION DU PCAI

En réponse à la demande de propositions, Lésions médullaires Canada a rapidement mobilisé 28 organisations bien connues de personnes handicapées et pour les personnes handicapées afin qu'elles forment le Projet canadien sur l'accès et l'inclusion (PCAI) afin de tirer parti de cette occasion sans précédent de fournir des observations pour cette loi sur l'accessibilité et l'inclusion absolument nécessaire. Ensemble, nous avons soumis une proposition selon laquelle nous effectuerions une consultation communautaire reflétant une vaste gamme de handicaps, nous procurerions des méthodes permettant à nos membres diversifiés de faire des observations et nous travaillerions d'une façon concertée, structurée et professionnelle pour dresser à la ministre Qualtrough un portrait fidèle des obstacles qui empêchent la participation complète de nos membres respectifs ainsi que des suggestions de nouvelles lois fédérales sur l'accessibilité.

En septembre, nous avons été informés par le ministère des Sports et des Personnes handicapées que la proposition du PCAI constituait l'une des cinq propositions dont le financement avait été approuvé.

L'hôte de projet du PCAI est Lésions médullaires Canada (auparavant l'Association canadienne des paraplégiques), qui agit à titre de demandeur principal, de bénéficiaire et de directeur des fonds et qui a pris en charge la responsabilité globale du projet.

Bien que Lésions médullaires Canada soit l'hôte du projet, le PCAI remplit son mandat au moyen d'une structure de gouvernance qui facilite les processus décisionnels transparents et collaboratifs et qui ouvre des voies claires d'imputabilité et de communication. Nos modalités de gouvernance, de direction et d'activité ont été délibérément choisies de manière à procurer une vaste représentation et une direction partagée de différentes organisations de défense des personnes handicapées et des réseaux/alliances (y compris celles qui n'établissent généralement pas de collaboration ou de partenariat entre elles) et des personnes handicapées qu'elles représentent. Nous avons aussi mandaté des experts universitaires et non universitaires dans les sciences sociales et les recherches concernant les politiques sur les handicaps.

Ces modalités sont cruciales pour garantir l'équilibre du pouvoir et de l'influence au moyen d'une prise commune de décisions, de l'élaboration de questions axées sur la communauté, du coapprentissage, de la contribution réciproque d'expertise et de la copropriété du processus et de ses produits.

LA STRUCTURE DU PCAI

Initialement, le PCAI était composé de 28 organisations canadiennes de défense des personnes handicapées bien établies et de quatre organisations supplémentaires qui s'y sont jointes par la suite. Ces organisations représentent des personnes ayant une vaste gamme de handicaps, notamment des incapacités physiques, des troubles de la mobilité, des troubles sensoriels et des déficiences intellectuelles. Les Canadiens âgés sont également représentés au sein du PCAI — ces Canadiens ne se considèrent pas nécessairement comme ayant un handicap, mais ont bon nombre des mêmes limites et difficultés les empêchant de participer pleinement à notre société. Pour consulter la liste complète des membres du PCAI, veuillez voir l'annexe I à la page 40.

LA PHILOSOPHIE DU PCAI

Les Canadiens handicapés comprennent une vaste gamme de personnes qui font face à une gamme tout aussi vaste de difficultés et d'occasions uniques en raison de leurs handicaps. Même si le concept d'une communauté unique et cohérente de Canadiens handicapés est commode, elle n'existe pas en réalité. Il y a plutôt un grand nombre de communautés de personnes handicapées au Canada, qui sont souvent représentées ou appuyées au moyen de services fournis par des organisations à but non lucratif auxquelles elles font confiance et qui comprennent leurs défis, leurs besoins et leurs possibilités collectives.

Malgré les grandes différences entre les Canadiens handicapés, ceux-ci font face aux mêmes défis d'accessibilité, d'inclusion et d'occasions de participer à la société canadienne auxquels on peut remédier au moyen d'une loi fédérale efficace. Ayant la possibilité de guider l'élaboration d'une loi fédérale sur l'accessibilité tant attendue et nécessaire, il est maintenant temps pour les communautés canadiennes de personnes handicapées de se regrouper pour cerner les secteurs prioritaires d'intérêt commun et pour aider à formuler une loi rehaussant l'accès, l'inclusion et la participation de tous les Canadiens.

Si on tient cela à l'esprit, l'objectif fondamental du PCAI consiste à améliorer la participation et l'intégration des personnes handicapées dans tous les aspects de la société canadienne. Nous voulons réaliser cet objectif en regroupant des parties prenantes diversifiées et pertinentes pour cocréer des éléments clés qui guideront l'élaboration d'une loi fédérale sur l'accessibilité pertinente et transformatrice.

LES OBJECTIFS DU PCAI

Conformément aux exigences énoncées dans la demande initiale de propositions et dans notre demande subséquente, le PCAI a les objectifs suivants :

1. Synthétiser et utiliser les connaissances existantes pour élaborer les outils, processus et questions de consultation nécessaires pour garantir un processus national de consultation accessible, inclusif et transparent qui fait participer les communautés de personnes handicapées (notamment une vaste gamme de personnes handicapées, d'organisations à but non lucratif axées sur les handicaps, de chercheurs universitaires sur le changement de comportement et les politiques sur les handicaps et d'autres parties prenantes des secteurs privé et public) dans toutes les régions du Canada.
2. Au moyen des textes et des preuves des chercheurs universitaires et non universitaires et de la sagesse et l'expérience communes des parties prenantes dans toutes les régions du Canada,

relever les considérations prioritaires aux fins d'un consensus pour une loi fédérale sur l'accessibilité et l'effet que ces considérations auront au sein des communautés (des communautés géographiques et des communautés d'intérêt) où les personnes handicapées vivent, travaillent et jouent.

3. Établir et conserver de nouveaux partenariats entre les organisations s'occupant de divers handicaps et obtenir une meilleure collaboration et l'édification d'un consensus entre les communautés de personnes handicapées et les organisations qui représentent ou soutiennent ces personnes handicapées.

LES PRINCIPES DU PCAI

Tous les partenaires du Conseil du projet ont élaboré et accepté les principes directeurs suivants.

- Il n'y a pas une seule communauté de personnes handicapées. Il y a plutôt de nombreuses communautés (qui peuvent être regroupées grâce à ce processus), et l'écoute des Canadiens ayant une vaste gamme de handicaps enrichira le contenu d'une nouvelle loi fédérale sur le handicap.
- Les organisations représentant différentes communautés de personnes handicapées connaissent le mieux la façon de communiquer avec leurs membres et ceux-ci leur font confiance; le recours à ces réseaux fera accroître la participation de Canadiens qui sont souvent oubliés.
- L'inclusion accrue des Canadiens handicapés améliore la qualité de vie de tous les Canadiens et bénéficie socialement et économiquement à tout le Canada.
- Une collaboration accrue entre les organisations représentant les Canadiens handicapés favorisera les résultats communs.
- Le président du projet coordonnera les activités du projet avec d'autres dirigeants des consultations à but non lucratif financées par ODI pour promouvoir la coordination, la coopération et la collaboration.
- Nos partenaires universitaires et non universitaires ont produit un vaste ensemble de connaissances concernant les politiques sur le handicap et les obstacles auxquels font face les personnes handicapées en quête d'une participation et d'une contribution complètes sur le plan de la citoyenneté. Les activités du projet miseront sur ces connaissances existantes et les utiliseront pour orienter le processus de consultation. Par exemple, la création du *Guide de discussion* a été guidée par des documents comme les 14 principes d'une loi canadienne sur l'accessibilité de Canada sans barrière, la *Revue de la politique sur le handicap au Canada* de l'Alliance canadienne concernant les politiques reliées au handicap, les six critères d'une participation de qualité du Projet canadien sur l'accès et l'inclusion et la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.
- Les activités du PCAI créent un milieu sûr et ouvert qui garantit que les voix des Canadiens handicapés marginalisés sont entendues et que nous faisons participer ceux qui sont difficiles à joindre ou rarement entendus. Des groupes diversifiés par région (p. ex., urbaine ou rurale), par le statut socioéconomique, par la culture, par l'âge et par l'orientation sexuelle, notamment, auront l'occasion de participer (directement ou par l'entremise d'organisations dont ils sont membres ou qui représentent leurs intérêts).

L'ÉCHÉANCIER DES ACTIVITÉS DU PCAI

Nos activités de projet sont réparties en cinq grandes phases.

Phase 1 (septembre à octobre 2016)

- Production d'un guide de discussion et une trousse pour les consultations
- Réunion et atelier de formation pour les partenaires du PCAI
- Annonce des consultations à venir à tous les partenaires et à toutes les parties prenantes

Phase 2 (octobre 2016 à février 2017)

- Consultations tenues dans trois régions de Service Canada au pays
- Données qualitatives et quantitatives recueillies et analysées

Phase 3 (février 2017 à mai 2017)

- Synthèse des données qualitatives et quantitatives recueillies pendant les consultations
- Synthèse des ressources existantes concernant les politiques et les lois sur le handicap
- Achèvement et diffusion large du rapport de consultation de l'an 1 (le présent document) à la ministre Qualtrough et à toutes les parties prenantes

Phase 4 (juin 2017 à novembre 2017)

- Deuxième ronde de consultations avec les partenaires du PCAI et les autres parties prenantes externes identifiées pour peaufiner les priorités et recommandations de politique consensuelles

Phase 5 (décembre 2017 à mars 2018)

- Synthèse des commentaires formulés lors de la deuxième ronde de consultations dans un rapport final qui décrit les conclusions cumulatives de toutes les consultations et les recommandations prioritaires en matière de loi canadienne sur l'accessibilité
- Diffusion large du rapport final par de nombreux canaux

LES MÉTHODES DE CONSULTATION DU PCAI

- Au moyen d'un processus décisionnel collaboratif, les partenaires du Conseil du projet ont convenu de tenir au moins une consultation auprès de leurs membres et de faire des efforts particuliers pour obtenir la participation des personnes handicapées difficiles à joindre ou contribuant rarement à des consultations comme celle-ci.
- Pour appuyer le processus de consultation, les partenaires du Conseil du projet ont contribué à la création d'un guide de discussion pour le participant et d'une trousse du facilitateur des consultations. Les ressources d'information, les guides et les trousseaux partent des ressources informationnelles, des preuves et des consensus universitaires et non universitaires sur des secteurs prioritaires de discussion lors des consultations.
- Le site Web <http://include-me.ca> a été créé pour procurer un accès en ligne à des ressources informationnelles liées au projet, aux consultations ainsi qu'aux organisations partenaires, notamment une vidéo d'introduction procurant un aperçu et un contexte pour les consultations et indiquant pourquoi la participation des Canadiens handicapés et des autres parties prenantes est fondamentale pour le processus de consultation ainsi que pour les changements législatifs et sociaux que ce processus visait à favoriser.
- La sensibilisation et les invitations à participer aux consultations relevaient de chaque partenaire du Conseil du projet, qui utilisait plusieurs voies de communications pour entrer en contact avec ses membres.
- La participation aux consultations a été offerte de deux grandes façons : des consultations en personne tenues par les organisations partenaires du Conseil du projet ainsi qu'un sondage en ligne effectué par des partenaires de recherche à l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) Okanagan.
- Pour ceux qui étaient incapables de participer aux consultations en personne ou en ligne, les chercheurs d'UBC Okanagan ont offert la possibilité de consultations au moyen d'entrevues téléphoniques individuelles.
- Un formulaire de plaintes, de critiques et de recommandations a été créé sur le site Web include-me.ca de LM Canada afin de permettre aux participants d'exprimer leurs opinions, leur expérience et leurs idées sur les obstacles à l'accessibilité et sur les possibilités d'amélioration de l'accessibilité et de l'inclusion.

- Des canaux sur les médias sociaux Facebook (@CanadianAccess) et Twitter (@IncludeMe2017) ont été créés pour la plateforme. Même si le projet du PCAI visait initialement la réception de commentaires au moyen des formats structurés des consultations en personne et de la consultation PCAI en ligne, les médias sociaux joueront un rôle plus intégré à la deuxième année des consultations.

LES MODALITÉS DES CONSULTATIONS DU PCAI

Les organisations partenaires du Conseil du PCAI ont tenu des consultations parmi leurs membres au moyen du guide de discussion ou de la trousse de consultation pour structurer les débats. (Pour les dix communautés des Premières Nations, les consultations ont pris la forme d'ateliers.) Les organisations partenaires avaient la souplesse nécessaire pour mener les consultations selon les manières qui répondaient le mieux aux besoins de leurs membres respectifs et de leurs parties prenantes, notamment des discussions en groupes ou en tables rondes, des forums en ligne, des observations écrites, des conférences télés ou Web et les autres façons indiquées par les partenaires du Conseil du projet à la phase 1.

Les consultations suivaient un programme normalisé de deux à trois heures. Les participants recevaient des renseignements contextuels sur le projet, des renseignements de base sur la façon dont le gouvernement du Canada peut adopter de nouvelles lois et influencer le changement d'autres façons, le programme des consultations, des renseignements sur l'utilisation des résultats de ces consultations pour la formulation de recommandations au gouvernement du Canada ainsi que les objectifs de la séance de consultation. Les participants ont ensuite formulé leurs commentaires à tour de rôle sur les trois questions suivantes :

- À la lumière de votre expérience, qu'est-ce qui empêche le Canada d'être une société pleinement accessible et inclusive?
- Que faut-il changer pour rendre le Canada plus accessible et inclusif?
- Si vous pouviez demander à l'honorable Carla Qualtrough, ministre des Sports et des Personnes handicapées, d'intégrer une chose dans la nouvelle loi pour améliorer l'accessibilité et l'inclusion, de quoi s'agirait-il?

Avec l'aide d'un facilitateur, chaque participant a eu l'occasion de faire part de ses idées. Le groupe en est ensuite arrivé à un consensus sur les cinq principaux enjeux, idées ou thèmes relatifs à chaque question. Les réponses ont été consignées et envoyées aux partenaires universitaires responsables de l'analyse du produit des consultations.

Le sondage en ligne a suivi le même format que les consultations en personne.

L'ANALYSE DES CONSULTATIONS DU PCAI

Les données qualitatives analysées pour le rapport initial comprenaient les « Cinq principales réponses » aux questions un à trois des rapports de consultation ainsi que les questions ouvertes un à trois du sondage en ligne. Ces données ont été importées dans un programme de logiciel qualitatif aux fins d'analyse. L'analyse consistait à la désignation et au lien de chaque réponse textuelle en deux étapes, dans un processus appelé le codage.

À la première étape, le chercheur lisait chaque réponse entièrement et nommait les données en fonction du sujet (c.-à-d. ce sur quoi porte le texte). Un tel codage par sujet comporte la création d'une catégorie ainsi que l'attribution du texte à cette catégorie. Selon la réponse, un texte peut être codé plusieurs fois s'il contient plusieurs réponses (et donc, plusieurs sens) à la question respective. Par exemple, si une réponse était « investir dans un transport et une infrastructure accessibles pour les villes et les districts ruraux », cette réponse a été codée pour le thème « transport » et pour le thème

« infrastructure ». Dans la poursuite du processus, le chercheur déterminait l'emplacement qui convenait à chaque texte, soit en créant de nouvelles catégories, soit en codant des données dans les catégories auparavant élaborées.

Au cours de la deuxième étape, alors que davantage de catégories étaient créées, le codage par sujet est devenu plus analytique. Le codage analytique va au-delà de la simple catégorisation des données et comporte l'analyse des données à la recherche de nouveaux concepts et de nouvelles idées pour l'élaboration de thèmes. À ce stade, certaines catégories ont été subdivisées et de nouvelles catégories plus générales ont été élaborées. De plus, le chercheur a consigné des notes pour décrire chaque thème. Ce processus a créé une structure hiérarchique de thèmes et de sous-thèmes connexes, qui ont été indiqués dans les tableaux. Les thèmes et leurs descriptions ont été indiqués dans les tableaux par ordre descendant, les thèmes ayant le plus de codes étant placés au haut des tableaux et les thèmes ayant le moins de codes étant placés au bas des tableaux.

RÉSULTATS DES CONSULTATIONS

L'important pour la première année de ce projet consistait à apprendre auprès des Canadiens handicapés (et des Canadiens âgés) à connaître les obstacles qui empêchent le Canada d'être une société pleinement accessible et inclusive et ce qu'il faut faire pour rendre notre pays plus accessible et inclusif pour tous.

APERÇU DES RÉSULTATS

Voici un sommaire des cinq grands thèmes de consultation pour chacune des trois questions principales, identifiés dans nos quatre principaux groupes de consultation : les consultations auprès des organisations partenaires (660 participants), les ateliers dans les communautés des Premières Nations (164 participants), les consultations auprès des jeunes (huit participants) et notre consultation en ligne (335 participants).

Il faut souligner que cela saisit les grands thèmes des consultations; les questions particulières sont présentées dans les sections qui commencent à la page 12, et les résultats complets de chaque consultation/atelier seront affichés sur le site Web include-me.ca.

Question 1 : À la lumière de votre expérience, qu'est-ce qui empêche le Canada d'être une société pleinement accessible et inclusive?

Rang des thèmes	Consultations des organisations partenaires	Ateliers dans les communautés des Premières Nations	Consultations auprès des jeunes	Consultation en ligne
1	Manque de sensibilisation, de connaissance, d'éducation et de formation du public	Manque de services ou mauvais services	Manque de services, ressources ou programmes ou mauvais services, ressources ou programmes	Manque d'infrastructure ou mauvaise infrastructure
2	Manque d'infrastructure ou mauvaise infrastructure	Manque de financement	Manque d'infrastructure ou mauvaise infrastructure	Manque de sensibilisation, de connaissance, d'éducation et de formation du public

3	Manque de services ou mauvais services	Manque d'infrastructure ou mauvaise infrastructure	Manque de sensibilisation, de connaissance, d'éducation et de formation du public	Manque de services, ressources ou programmes ou mauvais services, ressources ou programmes
4	Manque de lois ou mauvaise lois	Manque de logements	Obstacles de transition	Manque de lois ou mauvaise lois
5	Manque de financement	Manque de sensibilisation, de connaissance, d'éducation et de formation du public		Manque de financement

Question 2 : Que faut-il changer pour rendre le Canada plus accessible et inclusif?

Rang des thèmes	Consultations des organisations partenaires	Ateliers dans les communautés des Premières Nations	Consultations auprès des jeunes	Consultation en ligne
1	Éducation et sensibilisation du public	Services	Financement à l'appui des changements à l'accessibilité	Changements à l'infrastructure
2	Lois	Lois	Lois	Financement à l'appui des changements à l'accessibilité
3	Financement à l'appui des changements à l'accessibilité	Financement à l'appui des changements à l'accessibilité		Éducation et sensibilisation du public
4	Services, ressources et programmes	Éducation et sensibilisation du public		Lois
5	Changements à l'infrastructure	Occasions de participation		Services, ressources et programmes

Question 3 : Si vous pouviez demander à l'honorable Carla Qualtrough, Ministre des Sports et des Personnes handicapées, d'intégrer une chose dans la nouvelle loi et les politiques pour améliorer l'accessibilité et l'inclusion, de quoi s'agirait-il?

Rang des thèmes	Consultations des organisations partenaires	Ateliers dans les communautés des Premières Nations	Consultations auprès des jeunes	Consultation en ligne
1	Facteurs législatifs	Facteurs législatifs	Processus	Améliorer l'infrastructure
2	Accroître le financement	Accroître le financement	Facteurs législatifs	Facteurs législatifs

3	Représentation des personnes handicapées	Processus	Accroître le financement de la recherche	Améliorer les services, programmes et ressources
4	Amélioration de l'éducation et de la sensibilisation du public	Améliorer les services	Accroître le financement	Accroître le financement
5	Améliorer l'infrastructure	Améliorer l'infrastructure	Emploi	Amélioration de l'éducation et de la sensibilisation du public

LES CONSULTATIONS DES ORGANISATIONS PARTENAIRES DU PCAI EN DÉTAIL

Au total, 62 consultations distinctes ont eu lieu dans 26 organisations ou groupes hôtes. Un total de 660 personnes ont participé aux consultations. Le nombre moyen de personnes participant à chaque consultation était de 11. À l'égard des efforts visant à faire participer ceux qui sont difficiles à joindre ou ceux dont les commentaires sont rarement saisis, 24 % des organisations partenaires ou des hôtes du PCAI ont atteint de nouvelles personnes. La majorité des consultations (58,1 %) avaient comme participants des gens qui avaient fait partie du groupe ou de l'organisation menant la consultation et 17,7 % des organisations n'ont pas fourni cette information. Les personnes ayant un grand éventail de handicaps étaient représentées aux consultations. Voici un éventail de troubles représentés :

- Physique (spina bifida, lésions médullaires relevant des catégories de la paraplégie et de la quadriplégie, amputation, sclérose en plaques, maladie de Parkinson, perte de mobilité liée au diabète, perte de mobilité liée à l'âge, paralysie cérébrale et accidents vasculaires cérébraux)
- Sensoriel (trouble de la vision/cécité, trouble de l'audition/surdité)
- Du développement (spectre de l'autisme, alcoolisation fœtale)
- Psychologique/mental (troubles de l'alimentation, problèmes de santé mentale non précisés)
- Apprentissage
- Perte de mémoire (lésion au cerveau, démence)

Les quatre ensembles de tableaux suivants saisissent les points de discussion spécifiques par groupe (Partenaires du PCAI, Premières Nations, Jeunes, Sondage en ligne) pour chacun des grands thèmes discutés aux pages 10 et 11.

Notes importantes :

- À des fins de concision, nous avons utilisé l'acronyme PH pour « personnes handicapées » dans les tableaux.
- Dans tous les tableaux, les thèmes sont présentés en ordre de fréquence, de manière à ce que les thèmes les plus fréquemment cités se trouvent dans le haut de la liste et les thèmes les moins fréquemment cités se trouvent dans le bas de la liste.
- Les résultats complets afférents à chaque consultation/atelier seront affichés sur le site Web include-me.ca.

Les consultations des organisations partenaires du PCAI

Note : Les sous-analyses des ateliers tenus au sein des communautés des Premières Nations et d'une consultation auprès des jeunes sont fournies dans des sections distinctes, qui suivent.

Question 1 : À la lumière de votre expérience, qu'est-ce qui empêche le Canada d'être une société pleinement accessible et inclusive?

Thème • sous-thème	Description	Exemples de citations
Manque de sensibilisation, de connaissance, d'éducation et de formation du public		
• Attitude du public	Comprend : les stigmates, la crainte, l'ignorance, les perceptions négatives	« Le manque de valorisation sociale et économique de la participation des personnes handicapées perpétue les obstacles et le manque de sensibilisation sur la manière de fournir un environnement inclusif et sur les avantages de le faire. » « L'ignorance. Trop de gens assimilent le mot « handicap » ou « handicapé » à la maladie. Il s'agit de deux choses complètement différentes. »
• Éducation et formation professionnelles	Comprend : les fournisseurs de services gouvernementaux et de santé, les employeurs	« Davantage d'éducation parmi la profession médicale, les fournisseurs de service, les soutiens en soins de santé et le gouvernement. »
• Connaissance des PH concernant leur propre valeur	Les PH manquent de connaissance au sujet de leur propre valeur	« Les PH ne connaissent pas leur propre valeur et leurs atouts. »
Manque d'infrastructure ou mauvaise infrastructure		
• Conceptions et codes universels sans obstacle	Les normes du bâtiment actuelles ne permettent pas l'accessibilité à tous, il faut des codes du bâtiment uniformes entre les provinces, assortis de règlements et de l'application de ces normes (pour les anciens et les nouveaux immeubles)	« Les immeubles appartenant au gouvernement fédéral doivent tous permettre l'accessibilité par fauteuil roulant et doivent respecter les codes du bâtiment les plus à jour pour tous les éléments de la conception, plus particulièrement les rampes, les ascenseurs et les toilettes; les personnes handicapées doivent pouvoir se déplacer indépendamment dans tous les immeubles; cela doit s'appliquer dans les immeubles en milieux ruraux et urbains. »
• Immeubles et entreprises	Accès à l'immeuble (escaliers, aucun ascenseur, portes lourdes, mauvais enlèvement de la neige et des bosses à l'entrée), corridors étroits, salles de toilette inaccessibles Comprend : les hôtels, les refuges et les autres logements (aucune levée de transfert, espace sous les lits), services courants (comptoirs du service à la clientèle, guichets automatiques et postes d'essence)	« Les immeubles sont inaccessibles (il y a des bosses et les corridors sont trop étroits). » « L'hôtellerie. De nombreux hôtels ont des chambres accessibles ayant des portes lourdes, des lits qui sont incompatibles avec de nombreuses levées de transfert et un manque d'espace autour du lit. »

• Lieux publics	Mauvais entretien des trottoirs (enlèvement de la neige), aucune rampe d'accès, aucune lumière de rue, parcs inaccessibles	« L'enlèvement de la neige, particulièrement lorsque la neige est empilée au bord du trottoir ou sur la rampe d'accès, cela devient un problème majeur, et c'est même dangereux. » « Manque d'accessibilité par fauteuil roulant au site d'hébergement dans les parcs nationaux. »
• Stationnement	Pas suffisamment d'espaces, espaces trop étroits, abus des pancartes de stationnement	« Il n'y a pas suffisamment d'espaces. Ou il y a un abus de pancartes de stationnement. »

Manque de services ou mauvais services

• Transport	Comprend : le transport en commun (autobus, taxis, train), les voyages aériens, les modifications de véhicule, le mauvais entretien des trottoirs et des routes	« Le transport public et privé doit être accessible — disponible facilement à un coût raisonnable. »
• Soins de santé	Comprend : La pénurie de soins à domicile et d'infirmières, le manque de formation des médecins sur différents handicaps, la réadaptation, les thérapies et les déplacements médicaux, le mauvais service à la clientèle en matière de soins de santé	« Davantage de fonds de soins de santé liés aux thérapies et aux déplacements médicaux. »
• Centralisation et coordination	Comprend : aucune uniformité de prestation de services entre les provinces, difficultés de s'y retrouver dans le système, manque de services et ressources centralisés	« Il n'y a pas d'approches uniformes de la prestation des soutiens sociaux et des services pour les personnes handicapées qui encouragent et appuient leur inclusion. » « Il est difficile de s'y retrouver dans le système et celui-ci est très réactif. »
• Services de soutien	Services sur place pour appuyer la vie quotidienne	« Aucun soutien communautaire. »
• Éducation pour les PH	Formation professionnelle	« Formation professionnelle et incitatifs. »

Manque de lois ou mauvaises lois

• Normes nationales/fédérales uniformes	Les normes diffèrent d'une province à l'autre, et les programmes et services ne sont pas uniformes	« Les provinces veulent être trop indépendantes et n'ont pas une vision globale. » « Le manque de volonté politique et de normes aux trois organes de gouvernement procure un milieu incohérent où les personnes handicapées doivent franchir une myriade d'obstacles en quête d'inclusion. »
---	--	--

• Réglementation et application des lois existantes	Aucune réglementation ni exécution des lois existantes (p. ex., conséquences et pénalités pour l'inobservation), manque de justice Comprend : codes du bâtiment, stationnement	« Le manque de conformité appliquée perpétue les obstacles, une loi vigoureuse est nécessaire, et doit comprendre des incitatifs et des pénalités, pour apporter un changement significatif. »
• Représentation des PH dans la prise de décisions	Les PH n'ont pas place à la table ni n'ont une voix pour influencer les décisions qui les touchent	« Les gens qui ne savent pas ce que c'est que vivre avec un handicap participent étroitement à l'établissement de normes et à l'approbation de plans qui perpétuent les obstacles parce que les personnes ayant une expertise issue de l'expérience de la vie avec un handicap ne sont pas consultées. »
• Ignorance et priorités du gouvernement	Manque de volonté politique et ignorance par le gouvernement des besoins des PH; le gouvernement n'accorde pas la priorité à des solutions pour franchir les obstacles	« Trop d'organes de gouvernement qui tirent dans des directions différentes en raison de leurs différences de priorités. » « Les fonctionnaires doivent être plus sensibles au handicap et bien comprendre les besoins des personnes handicapées. »
• Définitions et terminologie normalisées	Aucune définition globale du handicap, de l'inclusion et de l'accessibilité; aucune formulation claire et uniforme n'est utilisée	« Langage -> une formulation ordinaire et profane est nécessaire plutôt qu'une formation clinique ou académique. » « Définitions de l'inclusion/lignes directrices -> pour les organisations et les établissements. »

Manque de financement

Pauvreté et remplacement du revenu	Le fardeau financier et les risques d'être pauvre lorsqu'on est une personne handicapée, le soutien au revenu ne suffisant pas pour couvrir les frais de base de la vie avec un handicap Comprend : aide personnelle et aide aux personnes handicapées, RPC	« Pas suffisamment de fonds d'invalidité personnels pour vivre une vie intéressante : même lorsque les besoins d'aliments et de logements de base sont payés, la qualité de vie est réduite et, par conséquent, l'inclusion dans la société en raison d'un manque de fonds que le système encourage parfois en raison de différentes exigences pour différentes sources de revenu. » « Le soutien du revenu pour les personnes handicapées est sous le seuil de pauvreté – il doit augmenter (globalement) à 24 000 \$ par année. »
• Mises à niveau de l'infrastructure	Comprend : mise à niveau des toilettes, des établissements et des logements	« Manque de financement efficace pour la mise à niveau aux fins d'accessibilité et d'hébergement. »
• Imposition	Incitatifs fiscaux limités, le processus d'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées est difficile	« Réformez le crédit d'impôt pour personnes handicapées pour qu'il englobe le logement, le transport et l'emploi. »

• Services et équipement médicaux	Coûts élevés d'accès aux services et à l'équipement médicaux	« Le financement pour l'équipement de mobilité devrait être partagé à parts égales entre les gouvernements fédéral et provinciaux; augmentez la souplesse relative aux programmes d'équipement à frais partagés; augmentez le financement fédéral. »
• Recherche	Fonds limités pour la recherche	« Manque de fonds pour la recherche sur les troubles de l'alimentation. »
Manque d'emplois		
• Occasions ou incitatifs pour les PH	Occasions limitées (en raison de malentendus) qui empêchent l'entrée sur le marché du travail et le retour au travail des PH	« Tous les ministères fédéraux doivent diversifier l'effectif des personnes handicapées. » « Les personnes qui reçoivent des prestations d'invalidité du RPC ne devraient pas être pénalisées pour recevoir des revenus supplémentaires. »
• Incitatifs, ressources et formation pour les employeurs	Les employeurs ont besoin de formation en sensibilisation au handicap et d'incitatifs financiers pour embaucher des PH	« Créez (ou rétablissez) les subventions salariales pour encourager les employeurs à embaucher des personnes handicapées. »
• Normes et pratiques d'embauche	Aucune politique d'emploi ni pratiques d'embauche pour les sociétés/employeurs	« Absence de politiques d'emploi. »
Manque de logements		
• Financement	Comprend : investissement dans le logement social, subventions pour l'achat, la location et la mise à niveau de maisons	« Des subventions pour remédier à la pénurie de logement. »
• Possibilités de logement avec assistance	Les logements avec assistance et les logements à long terme doivent être accessibles	« Les logements avec assistance ne sont actuellement pas tous accessibles en fauteuil roulant. »
Mauvaise communication, technologie		
	Comprend : le sous-titrage de toutes les communications et de tous les renseignements doit être accessible en ligne	« Les communications financées par le gouvernement fédéral (c.-à-d. le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes) doivent toutes être sous-titrées. »
Manque de recherche		
	Comprend : les corrélats des handicaps, statistiques	« Augmentez la collecte de statistiques sur les personnes handicapées. »
Manque de soutien aux aidants		
	Comprend : éducation, ressources, répit	« Manque de répit et de services de soutien pour les familles/parents/aidants ayant des enfants/adultes autistiques ». »
Facteurs propres à un handicap		
	Manque de prise en considération de tous les handicaps	« Ne considère pas chaque handicap comme unique – un système ne convient pas à tous. »

Aucune possibilité de participation		
• Loisirs	Comprend : programmes/ services/équipement de loisir et de sport et soutien (aide aux soins personnels, transport)	« Rendez les programmes, les services et l'équipement de loisir et de sport abordables pour les personnes handicapées. »
• Participation civique	Processus de vote	« Les personnes handicapées estiment que le processus de vote est trop difficile. »
Obstacles de transition		
	Obstacles propres à différentes étapes de la vie et à la participation communautaire	« Des obstacles à la transition à la vie et à la communauté (p. ex., de l'université au travail, de l'école secondaire à la communauté, de l'enfance à l'âge adulte, du secondaire à l'université). »

Question 2: Que faut-il changer pour rendre le Canada plus accessible et inclusif?

Thème • sous-thème	Description	Exemples de citations
Éducation et sensibilisation du public		
• Attitudes et perceptions du public	L'image que la société se fait des PH doit changer pour que le public réalise leur potentiel et leur contribution à la société	« Ce qui doit changer, c'est l'idéologie du handicap. » « Il doit y avoir un changement d'attitude de la population générale qui favorise l'accueil et la valorisation de l'inclusion des personnes handicapées dans leur communauté et lieux de travail. »
• Défense des droits	Capacité de défendre les droits des PH	« Il doit y avoir un changement culturel et une défense des droits pour insister sur la nécessité de valoriser les personnes handicapées. »
• Portrait équitable des PH	Portrait positif et équitable des PH et de leur vécu (dans les médias)	« Les PH doivent être décrites comme des personnes. »
Lois		
• Application et réglementation	Des lois assurant un environnement inclusif pour les personnes souffrant d'une vaste gamme de handicaps doivent être compatibles et appliquées par les trois organes de gouvernement Comprend : des pénalités et des amendes pour assurer la conformité dans différents secteurs comme l'emploi, les codes du bâtiment et le transport	« Une loi fédérale normalisée « exécutoire » comportant de véritables mécanismes punitifs. » « Lois à jour et application de tous les codes et règlements pertinents. »

• Normes nationales et coordination du changement	Nécessité d'élaborer des lois pancanadiennes pour s'attaquer à toutes les questions d'accessibilité et d'inclusion dans tous les secteurs; les normes doivent être uniformes et coordonnées au pays	« Des lois inclusives doivent être adoptées par toutes les provinces et par tous les organes de gouvernement pour garantir l'uniformité au pays. »
• Recherche et planification	Prendre le temps d'effectuer des recherches sur tous les obstacles à l'accessibilité et à l'inclusion et élaborer un plan pour les franchir.	« Regardons d'autres nations (p. ex., les pays scandinaves) pour des normes d'accessibilité physiques. »
• Définitions et terminologie normalisées	Reconnaissance et protection de tous les handicaps dans la loi	« Considérez la maladie mentale comme un handicap. »

Financement à l'appui des changements à l'accessibilité

• Remplacement du revenu	La nécessité de financement a été discutée de façon générale, de même que la nécessité particulière de financement pour augmenter le revenu personnel des PH Comprend : aide financière personnelle et aux personnes handicapées et déductions d'impôt	« Atténuation de la pauvreté. » « Des fonds et du soutien pour les personnes handicapées. »
• Mettre à jour l'infrastructure	Nécessité de financement pour la mise à jour de l'infrastructure Comprend : des déductions d'impôt et des incitatifs pour que les entreprises rendent leurs activités accessibles	« Il faut fournir du financement au pays pour rendre les entreprises et les services accessibles et inclusifs. » « Augmentez les incitatifs financiers pour une conception universelle. »
• Logement	Procurer des possibilités de logement abordable aux PH	« Des logements abordables, sûrs et accessibles et des options de logement favorables. »
• Soins de santé	Nécessité de financement pour l'amélioration des services de soins de santé, y compris pour l'équipement médical et les problèmes de dotation	« Il doit y avoir des fonds disponibles pour les personnes handicapées afin de combler leurs besoins en équipement. »

• Gestion des fonds	Concilier la nécessité de surveiller les dépenses gouvernementales tout en permettant de la souplesse dans les dépenses	« Exigez que tous les transferts de fonds aux provinces et aux municipalités soient assorties d'exigences selon lesquelles les gouvernements d'ordre inférieur doivent se conformer à des normes particulières d'accès et d'inclusion. » « Une plus grande souplesse/moins de restrictions quant à la façon dont les fonds peuvent être dépensés. »
---------------------	---	--

Services, ressources et programmes

• Soins de santé	Les services de soins de santé doivent être fondés sur les besoins, et non pas sur le diagnostic Comprend : l'accès amélioré à l'équipement, aux services de réadaptation, à la prévention et à la gestion des maladies secondaires et au soutien par un aidant	« Accès aux soins de santé et aux services appropriés. »
• Transport	Nécessité de transport accessible (transport en commun, déplacement aérien, fauteuils roulants électriques) non coûteux (p. ex., frais annulés ou réduits en fonction du revenu)	« Intégration du transport en commun – améliorez les zones d'attente et l'intégration des systèmes, entre les services de transport accessible (p. ex., TTC et Viva). »
• Éducation et formation pour les PH	Comprend : accès à des programmes de formation pour le logement sans assistance, politique éducative pour l'assistance aux étudiants dans la salle de classe	« Accès amélioré à l'éducation et à l'emploi. »
• Coordination centralisée des services	Coordination et harmonisation des services et des programmes	« Meilleure synchronisation des programmes entre les provinces et le gouvernement fédéral. » « Coordination de services à guichet unique. »

Changements à l'infrastructure

• Établir des codes du bâtiment	Il doit y avoir des codes du bâtiment de réglementation fédérale qui s'appliquent à tous les lieux publics accédés pour garantir une conception libre d'obstacles	« Les trois ordres de gouvernement doivent s'engager à appliquer uniformément les normes d'un code national du bâtiment. »
• Immeubles et entreprises	Nécessité de mettre à niveau/rénover tous les immeubles pour les rendre accessibles	« Intégrez l'accessibilité à toute une organisation, et non pas seulement à un petit espace (p. ex., seulement le premier étage d'un immeuble). »

• Stationnement	Nécessité d'espaces de stationnement plus accessibles	« Espaces de stationnement : les gens doivent comprendre le véritable but d'espaces de stationnement accessibles. Ils visent à donner de l'espace supplémentaire pour sortir du véhicule avec suffisamment de place, et non pas nécessairement pour une plus courte distance de marche. »
Représentation des personnes handicapées		
	Il faut consulter les PH dans tous les domaines de prise de décisions, notamment : l'adoption et l'application des lois, l'éducation et l'approbation des infrastructures	« Davantage d'occasions pour les personnes handicapées de participer à l'examen de la planification et de la construction d'installations accessibles. » « Établir une autorité centrale/un protecteur pour suivre le progrès et forcer l'observation des normes sont essentiels, la vaste participation des personnes handicapées dans ses activités est obligatoire. »
Logement		
	Nécessité de logements abordables et accessibles, y compris des possibilités de soins de longue durée	« Logement abordable et accessible. »
Participation		
	Nécessité de possibilités sociales, culturelles et de loisir pour participer à la société et diminuer l'isolement	« Occasions de loisir accrues. »
Processus		
	Il faut simplifier les processus pour les PH de sorte qu'ils aient accès à des services, des programmes et des ressources, y compris la justice	« L'accès à la justice au moyen de la défense des droits et de l'information sur les droits, les soutiens et les services pour les personnes handicapées, la possibilité de se prévaloir de droits, d'une protection et de ressources pour les adultes intellectuellement vulnérables, et le refus de soutien et de services. »

Note : Les changements propres aux Premières Nations et aux régions rurales ont été indiqués sous les thèmes « Changements à l'infrastructure », « Soins de santé », « Représentation des PH », « Financement à l'appui des changements à l'accessibilité (infrastructure) », « Lois (normes, application et réglementation) ».

Question 3 : Si vous pouviez demander à l'honorable Carla Qualtrough, Ministre des Sports et des Personnes handicapées, d'intégrer une chose dans la nouvelle loi et les politiques pour améliorer l'accessibilité et l'inclusion, de quoi s'agirait-il?

Thème • sous-thème	Description	Exemples de citations
Facteurs législatifs		
<ul style="list-style-type: none"> • Réglementation et application 	<p>Inclure un mécanisme d'imputabilité et d'application pour garantir le respect des lois anciennes et nouvelles</p> <p>Comprend : organismes indépendants ou avocats qui suivent et appliquent les lois, pénalités efficaces pour inobservation</p>	<p>« Comment les nouvelles lois seront-elles protégées contre des changements de gouvernement? Comment la police fera-t-elle en sorte que les exigences des lois sont respectées? Quelles seront les peines pour l'inobservation des lois? »</p> <p>« Tenir les personnes responsables du non-respect des lois en place – exemple : une amende ou une peine criminelle. »</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Créer une approche nationale et intersectorielle de l'inclusion 	<p>Le gouvernement fédéral doit établir des lignes directrices pour les normes dans tout le pays; les lois doivent être similaires et uniformes dans toutes les provinces et tous les secteurs (c.-à-d. éducation, santé, etc.)</p>	<p>« Établissez les lignes directrices applicables aux normes dans tout le pays. »</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer et mettre en œuvre des pratiques exemplaires et évaluer les progrès 	<p>Recherche des pratiques exemplaires en matière d'accessibilité et d'inclusion auprès d'autres nations; élaboration d'objectifs particuliers et échéancier d'évaluation des progrès</p>	<p>« Examinez-vous d'autres provinces (p. ex., la C.-B.) et d'autres pays (p. ex., le Royaume-Uni, les États-Unis, les pays scandinaves) pour déterminer les pratiques exemplaires concernant l'accessibilité pour ne pas réinventer la roue? »</p> <p>« Faites d'un échéancier « raisonnable et prudent » un élément obligatoire de toute nouvelle loi. »</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Représentation des PH dans la prise de décisions 	<p>Accroître la participation des PH dans la prise de décisions</p> <p>Comprend : représentants du protecteur, comités consultatifs/avocats et un commissaire à l'accessibilité pour le Canada</p>	<p>« Veillez à faire participer activement les personnes handicapées à l'établissement de normes pour la réalisation d'une société inclusive sans obstacle grâce à des politiques, des lois et des règlements. Assurez la participation active des personnes handicapées à l'élaboration de plans de mise en œuvre, de stratégies de mise en œuvre à l'appui et d'importants rôles de leadership. »</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Normaliser les définitions et la terminologie 	<p>Comprend : l'ajout de définitions pour tous les handicaps dans la loi (p. ex., des lésions cérébrales acquises, le syndrome de l'alcoolisation foetale)</p>	<p>« Créez des définitions uniformes et concises et des normes d'accessibilité qui suscitent la fierté aux niveaux local, provincial et national. »</p>

Accroître le financement		
• Remplacement du revenu	Tenir compte de tous les coûts (physiques et émotionnels) de la vie avec un handicap Comprend : assistance personnelle et incitatifs fiscaux pour les PH	« Augmentez le financement/attribuez des fonds pour aider les PH à s'épanouir, et non pas seulement à survivre. » « Faites sortir de la pauvreté les personnes handicapées. »
• Logement	Accroître les possibilités de logement abordable pour les PH Comprend : subventions et incitatifs fiscaux	« Mettez à niveau les subventions afférentes au logement pour des besoins particuliers – salles de toilettes, cuisines, couloirs et rampes. »
• Recherche	Financement pour la recherche sur tous les types de handicap et la recherche sur les obstacles à l'inclusion	« Du financement pour la recherche sur les femmes handicapées, les femmes ayant des lésions cérébrales acquises. »
• Soins de santé	Comprend le financement des médicaments et des dispositifs d'assistance	« Les besoins médicaux de tous devraient être comblés au niveau fédéral ou provincial selon une norme que toutes les provinces doivent respecter. La couverture des médicaments d'ordonnance doit être offerte. »
• Aidants et fournisseurs de services	Financement adéquat pour les parents et les fournisseurs de services des PH	« Des crédits d'impôt pour les aidants/parents/ tuteurs. Les crédits d'impôt pour des programmes subsidiaires pour les aidants aux adultes/parents comme les traitements, l'éducation, les groupes de soutien (pas seulement les sports; mais la formation professionnelle et l'éducation). »
• Entreprises et services de première ligne	Un appui accru pour les entreprises, et les services de première ligne doit être plus accessibles et inclusifs	« Des réductions d'impôt pour les sociétés qui aident les handicapés. »
Représentation des PH		
• En politique/défense des droits	Accroître la participation des PH à la prise de décisions Comprend : les promoteurs personnels	« Augmentez la représentation des personnes handicapées au niveau politique. »
• En infrastructure	Comprend : mises à niveau des infrastructures et établissement d'un code du bâtiment	« Créez et appliquez uniformément de nouvelles normes d'un code du bâtiment national, guidées par des personnes handicapées travaillant en collaboration avec des ingénieurs, des architectes et des spécialistes en conception. »
• Dans les médias	Représentation équitable des PH dans les médias	« La SRC mettra en relief la couverture des personnes handicapées, y compris dans les sports. »
Améliorer l'éducation et la sensibilisation du public		

	<p>Changer la culture d'accessibilité (sous l'angle des personnes handicapées) au moyen de l'éducation sur les handicaps et la formation en sensibilité, y compris l'éducation à un jeune âge dans les écoles</p> <p>Comprend : grand public, gouvernement et fournisseurs de services</p>	<p>« Ce qui doit changer, c'est l'idéologie du handicap. Évaluer le handicap par ce que vous voyez et exclure ceux qui sont visiblement « incapables ». C'est la même chose qu'exclure les gens en raison de leur race ou de leur sexe. »</p> <p>« Il faut mettre l'accent sur l'éducation et la sensibilisation : si les gens croient vraiment que les personnes handicapées doivent avoir les mêmes droits que les autres citoyens canadiens, les obstacles commenceront à tomber. »</p>
Améliorer l'infrastructure		
	<p>Mise à niveau de toutes les vieilles infrastructures et création de codes du bâtiment universels pour une nouvelle infrastructure</p> <p>Comprend : les espaces publics (les routes, les trottoirs et le stationnement), les immeubles et les entreprises publics et privés, et les services d'hébergement</p>	<p>« Un mandat appliqué de respecter les règles/lignes directrices/normes d'accessibilité lors de la construction de maisons et d'immeubles publics accessibles. »</p> <p>« Des normes minimales prévues par un code du bâtiment national se rapprochant davantage des pratiques exemplaires (entrées, salles de toilette). »</p>
Améliorer les services		
• Transport	Comprend : taxi, autobus, avion, train	« L'amélioration du transport dans les communautés rurales ou des Premières Nations. »
• Soins de santé	<p>Améliorer l'accès aux services de soins de santé et améliorer la qualité de ces services</p> <p>Comprend : évaluations, services de diagnostic mixte, fourniture d'équipement</p>	« N'utilisez pas le modèle médical – inclusion sociale – axé sur la personne. »
• Services publics	<p>Limiter la privatisation et la réduction des services</p> <p>Comprend : service postal à domicile</p>	« Cessez la réduction des services, qui rend les personnes vulnérables encore plus vulnérables. »
• Éducation et formation pour les PH	Fournir des occasions de formation professionnelle	« Programmes de formation professionnelle : gratuits pour les personnes handicapées (c.-à-d. Australie). »
• Emploi	Comprend : occasions et incitatifs pour les PH (programmes de nouvel emploi et de retour au travail) et normes applicables aux employeurs pour garantir des pratiques d'embauche équitables	<p>« Davantage d'incitatifs pour les personnes handicapées de trouver du travail ou de retourner au travail. »</p> <p>« Établissez des objectifs et des cibles clairs en matière de taux d'emploi des personnes handicapées. »</p>

Processus		
<ul style="list-style-type: none"> • Rationaliser les processus administratifs 	<p>Améliorer la facilité d'accès à tous les services ainsi que l'assistance pour l'accès aux subventions</p> <p>Comprend : redéfinir les critères d'appui et de services de manière à ce que d'autres personnes que les PH puissent y avoir accès (p. ex., les parents, les aidants, etc.)</p>	<p>« Réduisez l'administration et la bureaucratie/les processus gouvernementaux. »</p> <p>« Éliminez la bureaucratie en rationalisant le financement et les services pour les Premières Nations. »</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Souplesse et choix dans les besoins 	<p>Autonomie et permettre aux PH de déterminer leurs propres besoins</p>	<p>« Laissez les PH déterminer ce dont elles ont besoin. »</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Prestation de services de transition 	<p>Améliorer l'uniformité de la prestation de service à différentes étapes de la vie</p>	<p>« Des services de transition de la jeunesse à l'âge adulte : déficiences majeures, nécessité d'un meilleur appui pour la transition aux services pour adultes. »</p>
Participation		
	<p>Fournir des chances égales d'inclusion sociale dans tous les aspects de la vie</p>	<p>« Allez au-delà de modifier seulement l'environnement physique en donnant des occasions et des activités permettant aux PH de participer dans l'espace. »</p>

Note : Les changements propres aux Premières Nations et aux régions rurales ont été indiqués sous les thèmes « Financement des soins de santé », « Services de transport » et « Représentation des PH dans la prise de décisions »

Ateliers du PCAI dans les communautés des Premières Nations

Sur les 62 consultations effectuées, 10 l'ont été auprès des communautés des Premières Nations sous forme d'atelier. Voici l'analyse de ces ateliers.

Au total, 164 personnes ont participé aux ateliers des communautés des Premières Nations, le nombre de personnes participant à chaque atelier allant de neuf à 25, avec une moyenne de 17 par atelier. L'âge des participants allait de sept ans à 92 ans. La majorité des ateliers (80 %) avaient des participants qui étaient antérieurement membres du groupe et de l'organisation menant l'atelier. Un atelier comprenait un groupe d'infirmières, de travailleurs des soins de santé, d'aidants à domicile et de membres de la GRC desservant la communauté des Premières Nations.

Les Autochtones souffrant d'une vaste gamme d'handicaps étaient représentés dans les ateliers. Ces handicaps étaient notamment les suivants :

- Physiques (lésions médullaires, dystrophie musculaire, perte de mobilité liée au diabète et à l'âge, paralysie cérébrale)
- Du développement
- Psychologiques/mentaux (angoisse, dépendances)
- Perte de mémoire (lésions cérébrales acquises)

Question 1 : À la lumière de votre expérience, qu'est-ce qui empêche le Canada d'être une société pleinement accessible et inclusive?

Thème • sous-thème	Description
Manque de services ou mauvais services	
• Soins de santé	Les services de soins de santé complémentaires, y compris les soins à domicile, le personnel infirmier, la réadaptation communautaire et l'équipement, sont insuffisants
• Transport	Manque de transport accessible (sur les réserves)
• Éducation et formation pour les PH/Premières Nations	Manque d'éducation et de formation pour les PH/Premières Nations
Manque de financement	
	Un manque général de financement a été signalé, plus particulièrement le manque de subventions au logement pour la mise à niveau des logements
Manque d'infrastructure ou mauvaise infrastructure	
	Les lieux publics, les immeubles et les installations ne sont pas accessibles et ne sont pas construits conformément au code
Manque de logements	
	Un manque général de logements a été signalé
Manque d'éducation et de sensibilisation du public	
	Manque d'éducation et de sensibilisation du public au sujet des PH, y compris la discrimination
Aucune représentation des Premières Nations	
	La voix des Premières Nations n'est pas entendue
Processus	
	L'accès aux services, programmes et ressources, y compris l'accès à la justice, est compliqué
Manque d'emplois	
	Il y a des désavantages sur le plan de l'emploi

Question 2 : Que faut-il changer pour rendre le Canada plus accessible et inclusif?

Thème • sous-thème	Description
Services	
• Soins de santé	Il faut un accès approprié aux services de soins de santé (traitement et gestion, préposés aux soins personnels), particulièrement au moyen de l'établissement d'un centre local de guérison holistique
• Transport	Nécessité de transport accessible
• Éducation pour les PH	Nécessité d'aide à l'éducation et de possibilités d'éducation pour adultes
Lois	
• Représentation des Premières Nations	Nécessité d'une représentation des Premières Nations dans l'élaboration des lois
• Réglementation et application	Nécessité de réglementation et de mécanismes d'application en place
Financement à l'appui des changements à l'accessibilité	
	Il faut davantage de fonds pour apporter des changements à l'accessibilité, notamment du financement/des subventions/des initiatives pour les mises à niveau de l'infrastructure, la dotation des fournisseurs de services de santé et le remplacement du revenu pour prévenir la pauvreté
Éducation et sensibilisation du public	
	Nécessité d'éducation et de défense des droits pour améliorer la sensibilisation aux PH et les opinions à leur sujet
Occasions de participation	
	Nécessité d'activités à l'appui de la participation sociale, culturelle et aux loisirs
Logement	
	Nécessité de logements accessibles et de soins de longue durée dans les communautés
Changements à l'infrastructure	
	Améliorer l'infrastructure dans les communautés rurales et sur les réserves et prévoir des inspections d'immeuble
Processus	
	Nécessité d'éliminer les processus bureaucratiques en rationalisant la recherche de fonds et de services, y compris l'accès à la justice

Question 3 : Si vous pouviez demander à l'honorable Carla Qualtrough, ministre des Sports et des Personnes handicapées, d'intégrer une chose dans la nouvelle loi et les politiques pour améliorer l'accessibilité et l'inclusion, de quoi s'agirait-il?

Thème • sous-thème	Description
Facteurs législatifs	
• Lois équitables	Les membres des Premières Nations qui vivent à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves devraient aussi pouvoir se prévaloir des lois prescrivant des soins, des services, des fonds et des programmes pour la population en général
• Représentation des Premières Nations dans la prise de décisions	Charger une personne de travailler avec tous les ministres au nom des Premières Nations, cette personne ayant le pouvoir d'imposer l'imputabilité et de faire entendre les préoccupations des Autochtones
• Réglementation et application	Les normes d'accessibilité doivent être appliquées
Accroître le financement	
• Soins de santé	Le financement pour les soins de santé complémentaires, y compris la physiothérapie et les services de soutien la fin de semaine
• Logement	Des subventions pour mettre à niveau les logements pour les PH
Processus	
	Minimiser les processus bureaucratiques en rationalisant la demande de fonds, de subventions et de services (p. ex., attribuer un numéro d'identification aux personnes handicapées, nommer un agent des droits autochtones occupant un poste de haut dirigeant pour faciliter ce processus)
Améliorer les services	
• Transport	Améliorer le transport dans les communautés rurales et les communautés des Premières Nations
• Éducation pour les Premières Nations	Mieux appuyer les besoins d'apprentissage différents des enfants des Premières Nations ayant des troubles d'apprentissage et de comportement
Améliorer l'infrastructure	
	Améliorer l'infrastructure pour accommoder les personnes handicapées (p. ex., les trottoirs, les routes asphaltées, les sentiers et l'éclairage)
Améliorer l'éducation et la sensibilisation du public	
	Procurer de l'éducation, de la sensibilisation et de la formation au grand public

Consultations du PCAI auprès des jeunes

L'une des 62 consultations a été consacrée spécialement aux jeunes handicapés. En voici les résultats.

Huit personnes handicapées âgées de 16 à 28 ans ont participé à la consultation. Leurs handicaps étaient notamment les suivants :

- dur d'oreille
- trouble de la vue
- trouble d'apprentissage
- handicap physique

- handicap invisible (non diagnostiqué)

Réponses des jeunes et thèmes pour les questions de la consultation :

Question	Cinq principales réponses	Thème (sous-thème)
Question 1 : À la lumière de votre expérience, qu'est-ce qui empêche le Canada d'être une société pleinement accessible et inclusive?	1. Équité des ressources entre les communautés, différents groupes de personnes handicapées, différents niveaux de développement et différents âges	Manque de services, ressources et programmes, ou mauvais services, ressources et programmes (centralisation et coordination)
	2. Ne pas faire participer les PH lors de la création de lois ou de programmes pour les personnes handicapées	Manque de lois, ou mauvaises lois (représentation des PH dans la prise de décisions)
	3. Stigmates sociaux négatifs concernant les handicaps	Manque de sensibilisation, de connaissance, d'éducation et de formation du public (attitudes du public)
	4. Les services et le soutien sont fondés sur un diagnostic médical, et non pas sur les besoins de personnes	Manque de services, ressources et programme ou mauvais services, ressources et programmes
	5. Obstacles pour la transition à la vie et à la communauté (p. ex., de l'université au travail, de l'école secondaire à la communauté, de l'enfance à l'âge adulte, de l'école secondaire à l'université).	Obstacles à la transition
Question 2 : Que faut-il changer pour rendre le Canada plus accessible et inclusif?	1. Une plus grande souplesse/moins de restrictions sur la façon dont les fonds peuvent être dépensés	Financement à l'appui des changements à l'accessibilité (gestion des fonds)
	2. Les soins de santé et l'accès aux services doivent être régis au niveau fédéral	Lois (normes nationales et coordination des changements)
	3. Le financement et l'appui doivent passer à un système fondé sur les besoins plutôt qu'un système fondé sur le diagnostic	Financement à l'appui des changements à l'accessibilité
	4. Financement pour que les PH fassent de la sensibilisation pour lutter contre les stigmates	Financement à l'appui des changements à l'accessibilité
	5. Des fonds disponibles pour la conception universelle accessible des transports/écoles/lieux de travail	Financement à l'appui des changements à l'accessibilité
Question 3 : Si vous pouviez demander à l'honorable Carla Qualtrough, ministre des Sports et	1. Redéfinir les critères de soutien et de service pour que ce ne soit pas seulement les PH qui puissent y avoir accès (p. ex., les parents, les aidants, etc.)	Processus (rationaliser les processus administratifs)

des Personnes handicapées, d'intégrer une chose dans la nouvelle loi et les politiques pour améliorer l'accessibilité et l'inclusion, de quoi s'agirait-il?	2. Charger un avocat de renforcer les politiques et la nouvelle loi	Impératifs de la loi (représentation des PH dans la prise de décisions)
	3. Soutien pour une évaluation/recherche exhaustive sur les obstacles comportementaux	Accroître le financement (recherche)
	4. Accroître le financement/attribuer des fonds pour aider les PH à s'épanouir, et non pas simplement à survivre	Accroître le financement (remplacement du revenu)
	5. Modifier les politiques d'aide gouvernementale pour les PH qui entrent sur le marché du travail	Emploi

Données sur le sondage en ligne du PCAI

Au total, 504 sondages en anglais et 19 sondages en français ont été remplis (total N = 523). Sur ces sondages, 188 répondants (173 anglophones et 15 francophones) n'ont fourni que des renseignements démographiques et n'ont pas donné au moins une réponse pour les trois questions ouvertes. Les données ci-après sont fondées sur les renseignements obtenus auprès des 335 personnes qui ont répondu à au moins une des trois questions du sondage.

Sur les 335 participants, 77 % des répondants ont déclaré avoir un handicap. Sur cette proportion de 77 %, la majorité (86 %) a déclaré avoir un handicap physique. Le tableau qui suit résume les caractéristiques démographiques des 335 répondants.

Caractéristiques	% des répondants
Sexe, %	
Femme	56,1
Homme	41,8
Transgenre	0,6
Autre	-
Préfère ne pas répondre	1,5
Manquant	-
Âge, %	
Moins de 18 ans	-
De 18 à 24 ans	2,7
De 25 à 39 ans	19,4
De 40 à 54 ans	29,9
De 55 à 69 ans	35,8
70 ans et plus	10,7
Préfère ne pas répondre	1,5
Manquant	-
Lieu, %	
Alberta	13,7
Colombie-Britannique	20,9
Manitoba	0,6

Nouveau-Brunswick	2,4
Terre-Neuve et Labrador	0,9
Nouvelle-Écosse	5,7
Ontario	23,3
Île-du-Prince-Édouard	0,6
Québec	2,1
Saskatchewan	1,2
Territoire du Yukon	-
Autre	1,8
Manquant	26,9
Handicap, % Oui (77,0 %)	
Handicap physique	86,0
Trouble sensoriel	16,3
Trouble du développement	1,9
Trouble psychologique/mental	11,6
Trouble de l'apprentissage	5,8
Perte de mémoire	10,1
Autre	8,1
Préfère ne pas répondre	1,2
Manquant	-
Handicap, % Non (23 %)	
Parent d'un enfant handicapé	19,5
Conjoint d'une personne handicapée	14,3
Membre de la famille handicapé	28,6
Aidant d'une personne handicapée	14,3
Ami d'une personne handicapée	31,2
Travaille ou fait du bénévolat pour une organisation qui appuie les personnes handicapées	54,5
Fournisseur de services de santé aux personnes handicapées	19,5
Employé du secteur public travaillant auprès des personnes handicapées	13,0
Employé du secteur privé travaillant auprès des personnes handicapées	9,1
Autre	16,9
Préfère ne pas répondre	-
Manquant	-

Note : Les personnes handicapées/non handicapées devaient choisir toutes les réponses qui s'appliquaient, de sorte que les pourcentages ne totalisent pas 100 %.

Question 1 : À la lumière de votre expérience, qu'est-ce qui empêche le Canada d'être une société pleinement accessible et inclusive?

Thème • sous-thème	Description
Manque d'infrastructure ou mauvaise infrastructure	

• Immeubles et entreprises	Entrée Inaccessible (escaliers, pas d'ascenseur, portes étroites et lourdes, entrées étroites), corridors étroits, salles de toilette inaccessibles Comprend : magasins de détail, installations sportives, restaurants, hôtels, immeubles historiques
• Conception et codes universels sans obstacle	Les normes actuelles du bâtiment ne permettent pas l'accessibilité à tous, il faut des codes du bâtiment uniformes dans les provinces, avec réglementation et application de ces normes (pour les vieux et nouveaux immeubles)
• Stationnement	Pas assez d'espaces, mauvaise conception et mauvais entretien, abus des pancartes de stationnement
• Espaces publics	Mauvais entretien des trottoirs (enlèvement de la neige), aucune rampe d'accès, aucune lumière de rue, parcs inaccessibles
• Conditions météorologiques et topographie	Les conditions météorologiques (p. ex., neige, pluie) et le terrain difficile minimisent la mobilité.

Manque de sensibilisation, de connaissance, d'éducation et de formation du public

	Manque de sensibilisation et d'éducation du public quant à la valeur des PH et quant à ce que signifie l'accessibilité et l'inclusion dans tous les secteurs de la société; incompréhension accrue de ceux dont le handicap est moins visible
--	---

Attitudes du public

	Les obstacles comportementaux de la société limitent la participation complète des PH Comprend : les stigmates, la crainte, l'ignorance, la discrimination, les préjugés, les perceptions négatives et les stéréotypes
--	---

Manque de services/programmes/ressources ou mauvais services/programmes/ressources

• Généralités	En général, les services, programmes et ressources sont limités et, lorsqu'ils sont accessibles, ils sont souvent trop coûteux pour les PH
• Transport	Les possibilités de transport pour les PH sont limités et trop coûteux. Il y a aussi de longues périodes d'attente pour le transport public accessible Comprend : transport en commun (autobus, taxis, train), les déplacements aériens, la modification des véhicules, le mauvais entretien des trottoirs et des routes
• Soins de santé complémentaires	Accès mauvais ou limité aux services de soins de santé, notamment aux traitements médicaux, à la réadaptation et au soutien social (soins à domicile, programmes de jour); souvent l'équipement médical n'est pas inclus (p. ex., dispositif d'aide à la mobilité, prothèses auditives)
• Éducation pour les PH	Occasions d'éducation limitées (programmes, ressources et financement pour les PH). Comprend : formation pour vivre dans un logement sans assistance et formation professionnelle
• Privatisation des services	Des services importants sont privatisés et dictés par le profit, ce qui rend trop coûteux l'équipement médical et de loisir
• Centralisation et coordination	Les renseignements sur les services et ressources liés au handicap ne sont pas coordonnés ou centralisés
• Pénurie de personnel et de bénévoles	Manque de professionnels et de bénévoles pour appuyer les PH
• Aucun interprète	Aucun interprète n'est présent pendant les élections ou les catastrophes naturelles

Manque de lois ou mauvaises lois

• Questions et priorités politiques	Manque de volonté politique et de motivation pour éliminer les obstacles. Les politiques existantes ont une portée limitée; trop de niveaux de gouvernance compliquent les choses en raison des priorités contradictoires
• Réglementation et application des lois existantes	Aucune réglementation et application des lois existantes (p. ex., les conséquences et les peines rattachées à l'inobservation), absence de justice Comprend : codes du bâtiment, stationnement
• Normes nationales/fédérales	Les normes diffèrent d'une province à l'autre, aucune uniformité dans les lois prescrivant des programmes et des services
• Définitions et terminologie normalisées	Définitions floues et inclusion de handicaps incertaine
• Représentation des PH dans la prise de décisions	Les PH ne participent pas aux processus décisionnels pour la création d'accès
Manque de financement	
• Pauvreté et remplacement du revenu	Fardeau financier accru et risque accru de vivre dans la pauvreté pour une personne handicapée; le soutien au revenu ne suffit pas pour couvrir les coûts de base de la vie avec un handicap Comprend : assistance personnelle et liée au handicap, RPC
• Mises à niveau de l'infrastructure	Financement et incitatifs insuffisants pour la rénovation de l'infrastructure Comprend : immeubles, entreprises et lieux publics
• Gestion des fonds disponibles	Mauvaise gestion et affectation des fonds disponibles; les municipalités ne sont pas informées lorsque des fonds sont disponibles Comprend : budgets de soins de santé, organisations utilisant à mauvais escient les dons
• Programmes et services	Manque de financement pour les programmes et services, y compris le soutien à domicile
• Organisations qui desservent les PH	Financement limité pour les organismes et organisations qui s'occupent des PH et comblent leurs besoins
Manque d'emplois	
Occasions ou incitatifs pour les PH	Des occasions limitées empêchent les PH d'entrer sur le marché du travail; les régimes d'assurance-invalidité découragent le retour au travail
Attitudes des employeurs et formation	Perceptions erronées, attitudes négatives et manque de connaissance des employeurs concernant la valeur de l'embauche de PH
Normes et pratiques d'embauche	Aucune politique d'emploi ni aucune pratique d'embauche pour les sociétés/employeurs et pratiques d'embauche discriminatoires de la part d'employeurs Comprend : manque de quotas d'emploi pour les PH et de subventions
Manque de logements	
	Manque de possibilité de logements accessibles et abordables. Comprend les fonds limités pour la modification des résidences
Manque d'occasions de loisir	
	Les occasions de pratiquer un sport dans la communauté sont limitées et l'équipement spécialisé est trop coûteux. Manque de plages accessibles
Isolement	

	Manque de soutien social et économique pour aider les PH à s'intégrer dans la communauté
Manque de promotion personnelle	
	Communauté des personnes handicapées divisée qui ne s'exprime pas d'une seule voix
Mauvaise communication, technologie	
	Manque de technologie de soutien exhaustive et universelle
Processus complexe	
	Les processus administratifs d'accès aux services et aux ressources sont difficiles à comprendre; l'accès à la justice est aussi complexe

Question 2 : Que faut-il changer pour rendre le Canada plus accessible et inclusif?

Thème • sous-thème	Description
Changements à l'infrastructure	
• Établir des codes du bâtiment	Nécessité de codes du bâtiment révisés et appliqués pour exiger l'accessibilité de tous les vieux et nouveaux immeubles
• Immeubles et entreprises	Tous les immeubles et toutes les entreprises doivent être accessibles, notamment au moyen de l'installation de rampes d'accès, de portes automatiques (à commande vocale et en braille), d'ascenseurs, de corridors plus larges, de rampes, de salles de toilette accessibles et de douches accessibles par fauteuil roulant (pour les hôtels et autres maisons d'hébergement)
• Lieux publics	Nécessité que tous les lieux publics soient accessibles, notamment au moyen de l'entretien convenable des trottoirs, des sentiers et des rampes d'accès aux trottoirs
• Stationnement	Nécessité d'espaces de stationnement plus accessibles, avec application accrue de la réglementation, à toutes les installations de loisir et de service
Financement accru à l'appui des changements à l'accessibilité	
• Remplacement du revenu	Un meilleur soutien au revenu est nécessaire pour les personnes handicapées car le coût de la vie de base est plus élevé Comprend : assistance financière personnelle, assistance pour cause de handicap et déductions d'impôt
• Soins de santé	Davantage de fonds pour les services de soins de santé, notamment la couverture pharmaceutique, les programmes professionnels, de physiothérapie et d'exercice, le soutien à domicile, les animaux de service dressés et l'équipement médical et de mobilité
• Mises à niveau de l'infrastructure	Fournir un soutien au moyen de fonds, d'incitatifs et d'allègements fiscaux pour encourager les propriétaires d'immeubles et d'entreprises à rendre l'infrastructure accessible
• Organisations qui desservent les PH	Accroître le financement (pour les services, ressources et programmes) des organisations qui desservent les PH
• Transport	Des fonds additionnels pour un transport accessible, y compris le transport en commun et les programmes de modification de véhicule
• Partage des coûts	Tous les ordres de gouvernement doivent partager les coûts des changements à l'accessibilité
• Recherche	Financement des recherches en développement technologique, en traitements médicaux et en participation sociale
Accroître l'éducation et la sensibilisation du public	
• Attitudes et perceptions du public	Il faut changer l'état d'esprit, les attitudes et les opinions négatifs et biaisés au sujet des PH.
• Éducation dans les écoles	Procurer une éducation à un jeune âge dans les écoles sur les questions de handicap et d'accessibilité
• Les PH dans les médias	Il faut un portrait positif et fidèle des PH dans les médias, notamment des histoires de succès en matière de sport et d'accessibilité dans les nouvelles
Lois	
• Normes nationales	Le gouvernement fédéral doit adopter une loi nationale sur les personnes handicapées pour garantir les mêmes normes dans tout le pays
• Réglementation et application	Les lois et les politiques doivent être appliquées et assorties de peine pour les personnes qui ne les respectent pas

• Représentation des PH dans la prise de décisions	Nécessité d'une consultation beaucoup plus étroite avec les personnes handicapées dans le processus décisionnel applicable à tous les secteurs
• Définitions et terminologie normalisées	Les lois doivent renfermer des lignes directrices détaillées sur ce en quoi consiste le handicap et l'inclusion, en incluant particulièrement les handicaps invisibles
Amélioration des services, ressources et programmes	
• Transport	Nécessité de possibilités de transport accessible (p. ex., les autobus publics, les taxis, les véhicules modifiés et les déplacements aériens) dans toutes les communautés, y compris des points de transit accessibles
• Éducation et formation des PH	Nécessité de chances égales d'éducation, y compris le soutien financier et à l'apprentissage
• Soins de santé	Nécessité d'amélioration du service et de la prestation de soins de santé, notamment les soins à domicile, les dépenses ciblées et les fournisseurs éclairés
• Coordination de services centralisée	Nécessité d'un accès facile à l'information au sujet des services, programmes et ressources pour les personnes handicapées Comprend : le partage d'information au moyen des sites Web et des répertoires
• Personnes de soutien	Besoin d'un plus grand nombre de personnes pour contribuer à appuyer les PH Comprend : les fournisseurs de soins de santé, le personnel d'éducation, les aidants, les groupes de soutien
• Prix concurrentiels pour les fournisseurs d'équipement	Nécessité d'un plus grand nombre de sociétés offrant des prix concurrentiels pour les aides médicaux et à la mobilité
Emploi	
• Pratiques et normes d'embauche des employeurs	Nécessité de lois garantissant l'embauche de PH (notamment au moyen d'incitatifs et de subventions) et pour la prévention de la discrimination
• Occasions pour les PH	Nécessité d'occasions d'emploi plus souples pour les PH, notamment des incitatifs au travail pour les PH
• Programmes professionnels	Nécessité de programmes professionnels pour appuyer les PH au travail, notamment les filets de sécurité sociale et la défense des droits
Amélioration du logement	
	Nécessité de possibilités de logements plus abordables et accessibles (notamment les possibilités de location) pour les PH, notamment au moyen d'incitatifs, d'allègements fiscaux et de dispositions législatives strictes pour la construction de logements accessibles
Amélioration de l'usage de la technologie et des communications	
	Nécessité de rendre la technologie et les communications (couverture médiatique, médias sociaux, TV, diffusion en continu, sites Web) plus accessibles pour les PH (p. ex., utilisation de sous-titres codés)
Participation	
	Nécessité d'un plus grand nombre d'occasions pour les PH de participer à toutes les activités de loisir de la vie, notamment les sports, le conditionnement physique, les arts et la musique
Défense des droits	

Nécessité d'un militantisme et d'une promotion accrue de la part des PH pour amener les gouvernements à dialoguer davantage et à prendre plus de mesures

Question 3 : Si vous pouviez demander à l'honorable Carla Qualtrough, ministre des Sports et des Personnes handicapées, d'intégrer une chose dans la nouvelle loi et les politiques pour améliorer l'accessibilité et l'inclusion, de quoi s'agirait-il?

Thème • sous-thème	Description
Améliorer l'infrastructure	
• Immeubles et entreprises	Exiger que tous les immeubles et établissements d'affaire soient accessibles pour les PH, notamment les entrées (rampes d'accès), les portes automatiques, les entrées de porte plus larges, les ascenseurs et les salles de toilette Comprend : les hôtels et les arénas
• Codes du bâtiment	Modifier les exigences minimales du code du bâtiment pour les immeubles, les entreprises et les logements afin de permettre l'accessibilité physique, visuelle, tactile et auditive et appliquer ces dispositions
• Stationnement	Accroître le nombre d'espaces de stationnement accessibles, en appliquer les règles et répartir les espaces entre la personne handicapée qui se déplace sans aide et les utilisateurs de fauteuil roulant avec une population vieillissante
• Lieux publics	Veiller à l'accessibilité de tous les lieux publics (plages, parcs, sentiers, trottoirs, rampes d'accès)
Facteurs législatifs	
• Réglementation et application	Imposer l'imputabilité pour les lois actuelles et nouvelles au moyen de mécanismes d'application (p. ex., des peines pour l'inobservation) Comprend : application des règles sur le stationnement, les immeubles et les logements
• Adopter une norme nationale	Élaborer une loi nationale pour garantir que les normes d'accessibilité comme les normes relatives à l'accès aux soins médicaux, à l'équipement, au logement, aux soins à domicile ainsi qu'au revenu, soient les mêmes dans chaque province et territoire
• Représentation des PH dans la prise de décisions	Inclusion obligatoire des PH dans les processus décisionnels
• Normaliser les définitions et la terminologie	Comprend : ajouter des définitions pour tous les handicaps dans la loi (p. ex., troubles cognitifs et de la santé mentale)
Amélioration de la prestation des services, des programmes et des ressources	
• Soins de santé	Améliorer l'accès et la prestation de services de soins de santé, notamment l'équipement médical, les soins infirmiers et le soutien à domicile à la réadaptation et les produits pharmaceutiques
• Transport	Meilleures options de transport pour les PH, notamment le transport en commun (taxi, autobus), programme de modification de véhicule et financement des déplacements aériens

• Éducation et formation pour les PH	Améliorer le système d'éducation pour combler les besoins des PH, notamment au moyen de l'augmentation du personnel d'éducation dans les salles de classe de l'école élémentaire à l'école secondaire, possibilité d'éducation pour les aînés handicapés, formation de vie dans un logement sans assistance et formation professionnelle
• Animaux de service	Comprend l'accès aux chiens de service pour les aveugles
Accroître le financement	
• Remplacement du revenu	Inclure des plans financiers pour contribuer à la réduction de la pauvreté, par exemple au moyen d'un revenu de base et d'allègements fiscaux (p. ex., augmentation de l'assistance)
• Soins de santé	Procurer davantage de fonds pour les dispositifs et l'équipement d'assistance et les médecins spécialisés
• Infrastructure	Procurer un incitatif financier pour que les propriétaires d'immeubles et d'entreprises rendent leurs établissements accessibles et appliquer la réglementation qui empêche l'accès aux fonds fédéraux s'ils ne respectent pas les codes du bâtiment
Augmentation de l'éducation et de la sensibilisation du public	
	Prescrire l'éducation et la sensibilisation en matière d'handicap pour améliorer la tolérance et l'acceptation des PH; l'éducation devrait commencer par les jeunes à l'école et au moyen d'une campagne de sensibilisation
Amélioration de l'emploi	
	Adopter des lois et des politiques qui garantissent que les niveaux d'emploi pour les PH correspondent aux niveaux d'emploi pour le grand public (p. ex., contingentement d'embauche et incitatifs pour les employeurs); procurer un soutien et une défense des droits continus pour les PH au travail
Amélioration du logement	
	Augmenter le nombre et le type de logements accessibles et abordables pour les PH
Participation aux loisirs	
	Procurer des fonds pour les programmes de loisir et de sport pour les PH et améliorer l'accès aux lieux où se déroulent les activités (p. ex., installations sportives et plages)
Communication et technologie	
	Exiger que toutes les formes d'information (médias, annonces publiques, reçus, courrier) soient dans un format accessible pour chacun (p. ex., sous-titrage codé, braille, impression en grosses lettres, couleur rehaussée, langage clair)
Processus	
	Rationaliser les processus de demande pour les PH et pour les organisations desservant les PH en vue de l'obtention de fonds gouvernementaux

RÉSULTATS ADDITIONNELS

Comme il est exposé en détail à compter de la page 28 de ce rapport d'étape, une partie des résultats de nos consultations origine d'un sondage en ligne. La façon d'héberger ce sondage fut le site Web <http://include-me.ca>, lancé à l'automne 2016. Également en ligne, des comptes Facebook et Twitter ont été établis pour promouvoir les consultations, en ligne et en personne.

En plus d'héberger le sondage, notre site Web servait également à fournir des renseignements contextuels (notamment une vidéo produite pour le site et les consultations), des renseignements, des ressources, des liens aux consultations du gouvernement fédéral, des renseignements sur les organisations et réseaux partenaires du PCAI, avec des liens à leur site Web, ainsi qu'une formule de plaintes, de critiques et de recommandations pour permettre aux gens de faire part de leurs opinions sur les façons de rendre le Canada plus accessible et inclusif.

Le tableau suivant résume l'engagement lié à la présence en ligne du PCAI (du 3 novembre 2016 au 28 février 2017) :

	Visiteurs	Vues	Durée moyenne des visites	Observations
Site Web Include-me.ca	1 274	1 678	1 m 31	
Plaintes, critiques et recommandations	448	638	1 m 58	60
Sondage en ligne	1 190	1 469	4 m 48	523 (335 complètes)

Une fois de plus, les 335 sondages en ligne complétés ont été analysés, analyse qu'on retrouve à partir de la page 28.

Des consultations additionnelles ont eu lieu à la suite de l'élaboration du présent rapport et seront analysées et prises en considération dans l'élaboration du plan de l'an 2 du PCAI.

Des sommaires complets de l'ensemble des consultations et des ateliers seront affichés au site Web <http://include-me.ca>.

PLAINTES, CRITIQUES ET RECOMMANDATIONS

En analysant les sondages en ligne, nous avons aussi remarqué que les commentaires sous notre rubrique Plaintes, critiques et recommandations, dont 60 ont été présentées, étaient réfléchis (quoiqu'anecdotiques et non pas empiriques). Voici un exemple de ces commentaires (note : aux fins du présent document, nous avons modifié ces commentaires pour qu'ils respectent les règles de grammaire et d'orthographe) :

- « Le Canada a besoin de lois et de codes du bâtiment uniformes partout au pays. Une des choses les plus importantes qui doit changer est l'attitude envers les personnes handicapées, et cela commence par nos dirigeants gouvernementaux. Il faut faire plus d'éducation et donner plus de formation, non pas seulement dans le domaine des soins de santé, mais au grand public. De plus amples renseignements doivent être donnés au public. Fait plus important, toute loi fédérale adoptée concernant l'accessibilité et l'inclusion DOIT être appliquée en tout temps, peu importe le parti politique au pouvoir. »

- « Avec le vieillissement de la population, nous ferons face à des problèmes très graves concernant la mobilité et l'accessibilité. Les techniques de conception universelles seront essentielles pour s'attaquer à ces problèmes. »
- « Ce que je recommande : Un salaire vital équitable pour les personnes handicapées si elles ne peuvent pas travailler ou trouver du travail. Les prestations du RPC ou d'assurance-invalidité provinciale ne suffisent pas pour procurer les nécessités de la vie (aliments, logement, médicaments), et encore moins les vraies raisons de vivre (les moyens financiers pour accéder au transport afin de participer à la communauté, choisir un loisir, visiter les membres de la famille et des amis, acheter des vêtements, se faire couper les cheveux, voir un film, acheter une carte ou un cadeau pour les êtres chers). Nous devons nous sentir reconnus et avoir de la dignité. »
- « S'il vous plaît, rendez tous les immeubles relevant du gouvernement fédéral accueillants et libres d'obstacle. Veuillez faire en sorte que le gouvernement du Canada démontre des pratiques d'emploi exemplaires de manière à ce que les employés reflètent les personnes ayant une vaste gamme de handicaps selon le même pourcentage qu'au sein de la population canadienne. Veuillez permettre aux membres de la famille de bénéficier d'allégements fiscaux pour fournir des services essentiels aux personnes handicapées. Veuillez offrir au point d'achat des remboursements ou des exemptions d'impôt pour les fournitures et l'équipement nécessaires afin d'améliorer l'indépendance des personnes handicapées. »
- « À la faculté de médecine, on m'a enseigné que les patients handicapés reçoivent souvent des soins de santé inférieurs à la norme en raison d'obstacles relatifs à l'accès. Je ne comprenais pas pleinement comment cela pouvait être possible jusqu'à ce que je le vive moi-même après l'accident et que je me retrouve en fauteuil roulant. Il y a de nombreux spécialistes que je ne pouvais pas voir parce que leur bureau n'était pas accessible (c.-à-d. escaliers et absence d'ascenseur), de sorte que je devais me rendre plus loin pour obtenir les soins dont j'avais besoin. »
- « Je recommande que la nouvelle loi fédérale sur l'accessibilité prévoie que toute l'infrastructure relevant de la compétence fédérale et tous les établissements des milieux bâtis qui reçoivent des fonds fédéraux doivent être rénovés afin d'atteindre une norme élevée d'accessibilité pour les personnes ayant une vaste gamme de handicaps au Canada. Je recommande également qu'un important fonds soit disponible pour l'adaptation de toute l'infrastructure au plus tard à la fin de 2027. »

Vous pouvez voir tous les commentaires de plaintes, de critiques et de recommandations dans leur intégralité à <http://include-me.ca>.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

Une analyse plus approfondie des résultats des consultations de l'an 1 guidera la planification et l'orientation de l'an 2 du processus de consultation du PCAI. Des observations préliminaires des consultations ayant eu lieu jusqu'à présent ont relevé des ensembles communs d'obstacles et des domaines où des changements pourraient renverser ces obstacles afin de rendre le Canada plus accessible et inclusif. En voici :

- Le manque de sensibilisation, de connaissance et de formation du public était régulièrement considéré comme un obstacle et a aussi été désigné comme domaine où davantage de fonds sont nécessaires pour contribuer à ce que le Canada devienne pleinement accessible et inclusif — il s'agit de domaines qui doivent être changés.

- L'insuffisance de l'infrastructure et des services a aussi régulièrement été considérée comme un obstacle — ces domaines nécessitent davantage de fonds pour appuyer des changements rendant le Canada accessible et inclusif.
- Plusieurs questions et considérations liées aux lois ont été relevées par l'intermédiaire des consultations. On retrouvait parmi les sous-thèmes communs la nécessité de normes nationales et d'équité, d'imputabilité, de transparence et de représentation par des personnes handicapées et des Autochtones dans le processus législatif.
- Le manque de logements et les obstacles à la transition (comme de l'adolescence à l'âge adulte) ont été mis en évidence dans les ateliers dans les communautés de Premières Nations et dans les consultations auprès des jeunes, respectivement. Même si l'emploi a été signalé comme question et domaine nécessitant de l'amélioration, il a été considéré, dans les consultations auprès des jeunes, comme l'une des principales priorités que la ministre doit intégrer à une nouvelle loi ou à des politiques.

COLLABORATION CONTINUE

L'un des objectifs secondaires du PCAI consiste à établir et conserver après le projet de nouveaux partenariats sectoriels recouvrant plusieurs handicaps et obtenir une meilleure collaboration et un meilleur consensus parmi les communautés des personnes handicapées et les organisations qui les représentent ou les soutiennent.

- Jusqu'à maintenant, le nombre d'organisations participant au PCAI est passé de 28 à 32 (voir l'annexe I à la page 42).
- En tant qu'hôte du projet et chef de file du PCAI, LM Canada a participé activement au processus de consultation relatif à la Loi sur l'accessibilité lancé par le ministère des Sports et des Personnes handicapées, joue un rôle de chef de file pour rassembler les dirigeants des cinq projets de consultation financés par PPDS-PH pour coordonner les activités, communiquer l'information et établir un cadre de communication et de collaboration constantes.

PROCHAINES ÉTAPES

L'important pour la première année de ce projet consistait à apprendre des Canadiens handicapés au sujet des obstacles qui empêchent le Canada d'être une société pleinement accessible et inclusive et ce qui doit changer pour rendre notre pays plus accessible et inclusif pour tous. Les observations reçues et leur analyse subséquente par les partenaires universitaires du projet guideront ensuite le plan de consultation pour l'an 2, qui mettra l'accent sur les façons dont les problèmes prioritaires auxquels font face les Canadiens handicapés doivent être réglés et dont le gouvernement fédéral peut utiliser ses outils de politique et législatifs pour créer un Canada accessible et inclusif pour tous les Canadiens.

- Les consultations de l'an 2 feront participer des parties prenantes des secteurs privé et public ayant l'expertise dans les domaines prioritaires relevés dans le présent rapport et de l'expertise dans les domaines comme l'élaboration des lois et des politiques.
- Grâce au leadership de LM Canada, le PCAI continuera de jouer son rôle de chef de file pour rassembler les huit organisations à but non lucratif menant les consultations sur l'accessibilité financées par ODI afin de partager des idées et améliorer la collaboration dans le cadre de nos efforts collectifs d'informer le gouvernement fédéral des façons dont il peut améliorer l'accessibilité et l'inclusion des Canadiens handicapés.
- À cette fin, nous prévoyons convoquer un groupe de réflexion composé des partenaires du Conseil du PCAI afin qu'il analyse des façons audacieuses et innovatrices de changer les attitudes en vue d'améliorer l'accès et l'inclusion au Canada. Le groupe de réflexion du PCAI sur l'innovation – Changing Attitudes To Increase Meaningful Inclusion of persons with Disabilities In Canadian Society – se réunira pendant une journée et demie pour décrire des idées et des mesures audacieuses et créatives (au-delà des politiques, des lois et des règlements) qui entraînent une transformation de la culture canadienne de manière à ce que davantage de personnes valorisent passionnément et intègrent activement les personnes ayant une vaste gamme de handicaps dans les communautés partout au pays.

ANNEXE I : LES MEMBRES DU PCAI

Le PCAI était initialement composé de 28 organisations canadiennes de défense des droits des personnes handicapées bien établies, et quatre autres organisations ont joint ces rangs depuis. Ces organisations représentent des gens ayant une vaste gamme de handicaps, y compris des handicaps physiques, des problèmes de mobilité, des déficiences sensorielles et des déficiences intellectuelles :

- Alliance canadienne concernant les politiques reliée au handicap
- Alliance de vie active pour les Canadiens/Canadiennes ayant un handicap
- Canada sans barrières
- Canadian Spinal Research Organization
- Capacité Nouveau-Brunswick
- Coalition d'une vie active pour les aîné(e)s
- Commission de la santé mentale du Canada
- Comité paralympique canadien
- CPA Manitoba
- CPA Nova Scotia
- CPA Saskatchewan
- Fondation ontarienne de neuro-traumatologie
- Fondation Rick Hansen
- Institut national canadien pour les aveugles
- Institut Rick Hansen
- Le projet canadien sur la participation sociale des personnes en situation de handicap
- Lésions médullaires Canada
- LM Alberta
- LM CB
- LM Terre-Neuve-et-Labrador
- LM Ontario
- LM IPE
- Neil Squire Society
- Nunavummi Disabilities Makinnasuaqtit Society
- Ontario Disability Employment Network (ODEN)
- Prospect Human Services
- Reach Canada
- Sam Sullivan Disability Foundation

Depuis sa création, quatre autres organisations se sont jointes au PCAI :

- Ability Online
- Conseil tribal Nokiiwin
- Ontario Brain Injury Association
- West Park Healthcare Centre